

MORIN, Claude, *L'art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960*. Montréal, Éditions du Boréal Express, 1987. 470 p. 22,95 \$

André Bernard

Volume 41, numéro 4, printemps 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304634ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304634ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernard, A. (1988). Compte rendu de [MORIN, Claude, *L'art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960*. Montréal, Éditions du Boréal Express, 1987. 470 p. 22,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 41(4), 626–627. <https://doi.org/10.7202/304634ar>

MORIN, Claude, *L'art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960*. Montréal, Editions du Boréal Express, 1987. 470 p. 22,95\$

Dans *L'art de l'impossible*, Claude Morin révèle les aspects méconnus ou moins connus des affrontements qui ont opposé les autorités fédérales du Canada aux dirigeants du gouvernement du Québec, au sujet du prolongement sur le plan international des compétences constitutionnelles de la province de Québec.

L'ouvrage est conçu selon un ordre chronologique et comprend cinq parties. La première traite de l'ouverture des délégations québécoises à l'étranger et de la signature des premières ententes entre la France et le Québec. La deuxième partie concerne la participation de ministres du Québec aux conférences des ministres de l'Éducation des pays francophones, d'abord à Libreville, au Gabon, en février 1968, puis à Kinshasa, au Zaïre, en 1969. La troisième relate les événements ayant conduit à l'octroi au Québec du statut de gouvernement participant dans l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones, créée à Niamey, en 1970. La quatrième partie fait état des obstacles soulevés par les autorités fédérales canadiennes entre 1976 et 1984 chaque fois qu'un ministre québécois se rendait à l'étranger. La dernière partie montre comment le Québec a finalement obtenu une place au Sommet des chefs d'État des pays de langue française, tenu à Paris en 1986, place confirmée en 1987, lors du Sommet de Québec.

Comme le souligne Claude Morin, le Québec a réussi, au plan international, à accomplir plus de choses qu'aucun autre État fédéré au monde. Mais ce qu'il a obtenu, le Québec l'a gagné de vive lutte, car les autorités fédérales du Canada s'opposaient aux volontés des dirigeants québécois d'avoir une présence sur la scène internationale.

Les péripéties des négociations entre les porte-parole du gouvernement du Québec et ceux du gouvernement d'Ottawa prennent une grande place dans l'ouvrage de Claude Morin. Acteur ou témoin dans la plupart de ces négociations (du moins de 1961 à 1971 et de 1976 à 1981), Claude Morin a pris soin d'en noter les éléments essentiels, au fur et à mesure qu'elles se poursuivaient. Ces éléments essentiels constituent aujourd'hui l'ossature de sa brillante narration.

Dans son traitement des stratégies et tactiques fédérales visant à réduire ou contenir le gouvernement du Québec à l'intérieur d'un cadre que beaucoup de Québécois trouvent trop étroit, Claude Morin prolonge dans cet ouvrage les analyses qu'il avait formulées en 1972 et 1973 dans *Le pouvoir québécois... en négociation* et *Le combat québécois*. Ces analyses expliquent le titre de ce dernier ouvrage: *L'art de l'impossible*. Pour le Québec, la politique internationale n'a pas été simplement l'art du possible (James Eayrs avait d'ailleurs utilisé cette formule comme titre de son livre de 1961 sur la politique étrangère du Canada, *The Art of the Possible*). Le Québec en effet a accompli l'impossible, car, dans le domaine des relations internationales, c'est le gouvernement central d'une fédération qui exerce le pouvoir et, en cette matière, les dirigeants d'Ottawa ne souhaitaient certainement pas octroyer au Québec, une simple province, un statut «particulier».

Ce statut, le Québec le doit à la détermination de ses propres dirigeants, il le doit aussi à l'incapacité juridique du gouvernement fédéral de dicter aux

provinces des décisions qui relèvent de la juridiction constitutionnelle exclusive des provinces; il le doit également à l'appui du gouvernement de la France qui a cherché, en soutenant le Québec, à promouvoir la langue française et, partant, les intérêts des francophones; il le doit enfin aux circonstances des années soixante et soixante-dix.

Selon Claude Morin, si l'un ou l'autre des quatre facteurs précédents avait été absent, le Québec n'aurait pas obtenu le statut qui est le sien aujourd'hui. L'opinion de Claude Morin à ce sujet rejoint certainement celle des autres spécialistes des relations internationales du Québec, mais l'importance qu'accorde Claude Morin au dernier des facteurs évoqués (les circonstances des années soixante et soixante-dix) n'est peut-être pas soulignée suffisamment dans *L'art de l'impossible*. D'un certain point de vue, en effet, la présence au Québec, au cours de ces années, d'un mouvement souverainiste exigeant a été le facteur décisif dans les changements qui se sont produits. La France a agi parce que, de 1960 à 1980, une minorité de plus en plus importante, au Québec, réclamait un statut international pour le Québec. D'ailleurs, avant 1976, il n'y a jamais eu d'unanimité sur le sujet au sein du Conseil des ministres du Québec, comme le constate Claude Morin, de sorte que, en dernière analyse, la détermination des dirigeants (et, il faut le dire, celle de Claude Morin) dépendait largement de l'appui accordé par l'électorat du Québec aux objectifs de la diplomatie québécoise.

L'avenir de la diplomatie québécoise repose sans aucun doute sur cet appui de l'électorat. Et cet appui sera certainement stimulé par ce livre remarquable, *L'art de l'impossible*.

Département de science politique
Université du Québec à Montréal

ANDRÉ BERNARD